

« En faveur d'un débat sur le voile »

BRUXELLES Au menu du troisième débat : le vivre ensemble

► « Le Soir » et « Télé Bruxelles » organisent des débats sur l'avenir de Bruxelles. ► Ce mercredi, Laurette Onkelinx (PS) affronte Zakia Khattabi (Ecolo).

Deux femmes de gauche, pour un débat : le vivre ensemble. Un enjeu crucial pour 2016, après une année 2015 qui a amené son lot d'événements difficiles, des attentats de *Charlie Hebdo* à ceux de Paris, sans oublier le fameux « Brusselslockdown » et le focus

médiatique négatif sur Bruxelles - Molenbeek en particulier.

Zakia Khattabi, coprésidente d'Ecolo et Laurette Onkelinx, présidente du PS bruxellois et cheffe de groupe à la Chambre, entament la discussion sur la responsabilité des politiques et des médias. Onkelinx : « On a trop souvent mis un signe d'égalité entre des barbares, des fous et la communauté arabo-musulmane. Il y a de la peur, par exemple, de rentrer dans un magasin, le risque que tout le monde panique en fonction du faciès... C'est horrible, je crains que des réactions comme ça créent de la radicalisation là où il n'y en a pas. » Khattabi : « J'ai été

frappée de voir que, lors d'un fait d'actualité à Verviers (une maison qui a explosé), on n'a jamais donné le nom des hommes qui ont aidé, des héros du quotidien. Or visiblement, ils étaient de la même origine que les gens qu'on traque aujourd'hui. Pourquoi, dans une actualité sur le terrorisme, aurait-on répété leurs noms vingt fois ? »

Le politique peut agir. Laurette Onkelinx rappelle qu'elle a déposé une proposition pour mettre en place un service civil volontaire d'au moins six mois. « Cela permettrait au jeune d'être au service des autres et de se sentir partie prenante de la société. » Zakia Khattabi appuie : pour elle, il faut « s'intéresser aux racines pro-

fondes du désenchantement d'une partie de notre jeunesse ». La coprésidente d'Ecolo embraye : « Comment un jeune issu de la diaspora congolaise peut-il se sentir chez lui lorsqu'une commune décide de rendre hommage à Léopold II ? Quel message lui envoie-t-on ? Ou est notre histoire collective ? » Elle aussi lance une proposition : inscrire l'histoire de l'immigration dans les manuels scolaires.

Enfin, Laurette Onkelinx souligne qu'à Visé Brussels, on a décidé que 2016 serait l'année de la diversité. « Une occasion de faire beaucoup de positif avec les médias, les institutions, les associations... » ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

signes convictionnels « La limite est claire »

Faut-il autoriser - ou non - le port de signes religieux dans la fonction publique ? Le débat s'est récemment invité sur la scène politique bruxelloise, suite à une décision du tribunal du travail autorisant désormais les femmes à porter le voile chez Actiris, l'office régional de l'emploi. Pour Défi (dans la majorité) comme pour le MR (dans l'opposition), c'est inacceptable.

Zakia Khattabi entame : « Je suis favorable à une interdiction du port de signes convictionnels pour les fonctions d'autorité. La police, la justice, l'enseignement. Je n'y suis pas favorable pour l'emploi au guichet d'une administration. » Elle argumente : « La question de l'interdiction ne résoudra pas le phénomène qu'on souhaite combattre. L'interdiction a comme effet collatéral le fait que l'on va écartier du marché de l'emploi beaucoup de femmes. On ne va

pas interdire à un homme barbu - un musulman, car soyons clairs, c'est ce public-là qui est visé - de porter sa barbe... »

Laurette Onkelinx, pour sa part, commence par rappeler à quel point la question est délicate et complexe. Dans chaque parti, souligne-t-elle, il y a des débats. « Je suis favorable de redire que nous sommes dans un pays neutre. C'est la laïcité institutionnelle, pas philosophique. C'est la neutralité. » En clair, la cheffe de la Fédération bruxelloise du PS prône une inscription du principe de laïcité dans la Constitution. Et va plus loin : « Je suis aussi favorable à un débat au parlement régional. Il y a des propositions d'ordonnance qui ont été déposées, on peut essayer de se mettre d'accord entre nous. »

Elle s'interroge : « Est-ce que la neutralité interdit à la femme d'ouvrage de

porter un voile ? Qu'est-ce qu'une fonction d'autorité ? » Et rappelle, dans la foulée, qu'à Schaerbeek, où Ecolo est dans la majorité, l'interdiction du port de signes religieux vaut aussi pour les techniciennes de surface. « Ça, je préfère, réplique Zakia Khattabi. Sinon, ça lance le message que les femmes voilées ne peuvent que vider nos poubelles... »

Edicter des lignes directrices

La coprésidente d'Ecolo donne un exemple concret. Elle se souvient d'une jeune fille qui travaillait dans le service de soins à domicile d'un CPAS. « Elle a décidé de porter le voile. On le lui a permis. Quelques semaines après, le CPAS m'a rapporté qu'elle ne voulait plus apporter de soins aux messieurs et qu'elle ne voulait plus faire la tournée avec un homme au volant. C'était clair pour moi ! Autant avec le voile, elle ne remet-

tail pas en question les règles collectives. Mais dans le second temps, la limite était claire. La fonction est là, si elle ne répond plus à la fonction, on met fin au contrat. » Sa conclusion : on pourrait donner des lignes directrices selon lesquelles, dès qu'une demande interroge le collectif, ce n'est pas acceptable.

Zakia Khattabi n'est par ailleurs pas convaincue par l'inscription de la laïcité dans la Constitution. « La laïcité politique, c'est la séparation de l'Etat et du fait religieux, ce n'est pas de combattre une appartenance religieuse individuelle. Cela implique deux garanties pour le citoyen : celui d'un traitement égalitaire de la part d'un Etat neutre, mais aussi celui de la reconnaissance de manière égale des différentes appartenances. » ■

A.-C.B.

montée des extrêmes « Le racisme doit rester tabou »

ENTRETIEN

La fin d'année a été marquée par les scores élevés du FN en France. La Belgique peut-elle éviter la montée des extrêmes ?

Selon Charles Michel, c'est quand on ferme le débat sur les sujets « tabous » qu'on laisse la place à la montée des extrémismes...

Zakia Khattabi : Une fois n'est pas coutume, je ne peux qu'être d'accord avec lui. J'ai été très étonnée qu'en Belgique, tout le monde s'enorgueillisse qu'il n'y a

pas d'extrême droite francophone. 20 % des Wallons, s'ils l'avaient pu, auraient voté pour Marine Le Pen... On sent que les idées percolent.

Laurette Onkelinx : Je n'ai pas de crainte. En Belgique, on a toujours réussi à contenir l'extrême droite. Sur les tabous, il faut faire très attention, madame Khattabi. Si on dit qu'il n'y a pas de tabous, certains vont dire : « Pourquoi interdire la parole raciste ? Ça ne devrait pas être tabou ! » Eh bien ! moi, je trouve que si. Très clairement, je ne veux pas qu'on ouvre cette

possibilité d'être raciste, discriminant. Si on commence comme ça, oui, on au-

ra une montée des extrêmes.

En Belgique, la N-VA a tenu des propos controversés.

L. O. : Je n'ai pas changé d'avis sur la N-VA. Je n'ai jamais dit que c'est un parti d'extrême droite, mais il est à la frontière. Un coup d'un côté, un coup de l'autre. Il flirte. L'expression publique de quelqu'un comme Theo Francken (sur la diaspora congolaise, sur les réfugiés...) est toujours dangereuse.

Z. K. : Je suis entièrement d'accord. Le lendemain des élections à Anvers, Bart De Wever s'est enorgueilli d'avoir tué le Belang. Je m'en inquiétais, il l'avait absorbé ! Par conséquent, il a dû fuir sien un certain discours.

Le MR a-t-il bien fait de s'allier à la N-VA ? Cette majorité ne fonctionne-t-elle pas bien, finalement ?

Z. K. : Rien dans les projets de la suédoise n'est ce dont je rêve.

L. O. : En tout cas, pour Bruxelles, non. Déjà, ils passent leur temps à se disputer. Enfin, ça, c'est déjà arrivé dans d'autres gouvernements. Mais on sait que la N-VA déteste Bruxelles. Ça se voit au quotidien. Dans les derniers événements, ils ont enfoncé Bruxelles.

Si ça s'était passé à Anvers, on n'aurait jamais eu les conséquences du lockdown comme ça s'est passé à Bruxelles. A Anvers, on fait attention. Pour la N-

VA, Bruxelles est quantité négligeable. Pensez à la politique de madame Sleurs sur les établissements scientifiques et fédéraux, à l'accord Beliris...

Z. K. : Bruxelles est un laboratoire en matière de vécu entre communautés. Il y a clairement une identité bruxelloise qui dépasse l'appartenance francophone ou flamande et qui est aux antipodes et déconstruit le projet de la N-VA.

Enfin, qu'est-ce qui distingue Ecolo et le PS en matière de vivre ensemble ?

L. O. : On a des différences dans les choix socioéconomiques, sur le vivre ensemble, on est proche dans cette volonté de défendre un modèle où l'on considère que l'autre est une richesse et doit être respecté. Sur les modalités, on aura peut-être des différences, mais qui ne sont pas, à mon avis, fondamentales.

Z. K. : Nous défendons un modèle de cohabitation harmonieuse dans lequel

chaque membre de ces diverses communautés se retrouve autour d'une identité, en l'occurrence, la bruxelloise. C'est autour de ça qu'on se rassemblera. ■

Propos recueillis par

A.-C.B.

LE SOIR

Toutes les photos et toutes les vidéos du débat sont à voir sur plus.lesoir.be.